

Le Président de la Colombie approuve la loi controversée sur la sécurité des citoyens



Bogota, 27 janvier (RHC) Le président colombien, Iván Duque, a adopté aujourd'hui la loi sur la sécurité des citoyens, une loi qui, a-t-il dit, donne aux autorités les instruments juridiques et les ressources économiques pour lutter contre la criminalité.

Selon le président, la réglementation offre les mécanismes pour faire face au vandalisme et à la criminalité, qui ont fait tant de mal au pays.

Il a précisé que la loi établit huit éléments «pour le bien-être des Colombiens», dans lesquels l'accent est mis sur la punition de la récidive, la condamnation plus sévère pour le meurtre de membres de la force publique, de dirigeants sociaux et de journalistes, ainsi qu'une sanction exemplaire pour le vandalisme.

Bien que Duque ait qualifié cette loi comme un triomphe de la légalité, le sénateur Ivan Cepeda du Pôle démocratique alternatif a souligné que cet instrument légal est «une des normes les plus arbitraires de son gouvernement néfaste (...) qui encourage la justice de sa propre main, des actions de civils armés, et la persécution de la protestation sociale». Le député de l'opposition a averti, sur son profil sur Twitter, qu'elle serait poursuivie pour inconstitutionnalité.

Pour sa part, la candidate au poste de sénatrice pour le Pacte historique, Gloria Flórez Schneider, a déclaré que cette loi poursuivait les défenseurs des droits de l'homme, criminalisait la protestation sociale et permettait à la force publique d'utiliser des armes pour assassiner des manifestants.

Selon elle, «la loi de Sécurité Citoyenne générera plus de sang et de violence en Colombie.»

Le projet a été présenté à la suite des manifestations antigouvernementales généralisées dans le pays dans le contexte de la grève nationale de 2021.

Selon l'avocat Kenny Sanguino, cette règle «approuvée d'abord par le Congrès en réponse à l'explosion sociale de l'année dernière sans un débat public préalable contient quelques maux du populisme punitif.»

«Mais le plus grave, c'est qu'il a ignoré plusieurs normes constitutionnelles minimales auxquelles doit satisfaire une politique criminelle respectueuse des droits de l'homme», a-t-il souligné dans un article intitulé Loi de Sécurité Citoyenne, publié dans L'opinion numérique.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/284227-le-president-de-la-colombie-approuve-la-loi-controversee-sur-la-securite-des-citoyens>



Radio Habana Cuba